

Incorrigible capitalisme
Michel Husson, Rouge n°2006, 6 mars 2003

En novembre dernier, l'OCDE parlait encore de « reprise hésitante » mais, comme le dit l'OFCE dans sa dernière *Lettre*, « la reprise attendue au printemps 2002 n'a pas eu lieu ». Résumons les épisodes précédents : le milieu de l'année 2000 marque le grand retournement boursier et la fin de la « nouvelle économie » aux Etats-Unis, puis de l'embellie en Europe. L'année 2001 s'installe sur un rythme de croissance quasi nulle, bien avant le 11 septembre. Au début de 2002, on voit s'esquisser un redémarrage très marqué aux Etats-Unis, tiré par les dépenses publiques, et un mouvement semblable s'amorce (inégalement) en Europe. Il semble possible d'espérer une reprise rapide, et c'est d'ailleurs ce que font Chirac et Jospin durant leur campagne. Mais c'est en train de se retourner, comme le montre très clairement la multiplication des plans sociaux en France.

A la racine des choses, comme toujours, on trouve le taux de profit, qui a nettement reculé. Aux Etats-Unis, il y a eu une évidente suraccumulation de capital et, en Europe, c'est plutôt un tassement des gains de productivité qui explique la perte de rentabilité. A cela s'ajoutent les facteurs financiers. Le plus important est l'incertitude qui pèse sur l'investissement : après la douche froide à la Bourse, les patrons sont devenus « risquophobes », comme on dit au Medef, et l'investissement a reculé. Cette incertitude conduit aussi à une remontée des taux d'épargne. Aux Etats-Unis, elle s'accompagne dans un premier temps d'une reprise de l'investissement-logement, mais elle implique à terme la fin du boom de la consommation ; en France et en Allemagne, les politiques de baisses d'impôts pour les riches ne relancent pas la consommation ; les cadeaux fiscaux sont placés, par exemple en bons du Trésor, et viennent donc gonfler un peu plus la dette publique. Le dynamisme de la demande, assurée par une croissance des salaires et de l'emploi, a été rapidement étouffé par la remontée du chômage qui vient à nouveau peser sur la progression des salaires. Les budgets européens tendent à dépasser la limite des 3 % du PIB dans les pays à plus faible croissance, et le caractère contraignant, voire « stupide » du Pacte de stabilité apparaît pleinement.

Cette nouvelle conjoncture souligne deux grands nœuds de tension, qui vont jouer un rôle essentiel dans les années à venir. La mise en place de l'euro n'aura évidemment pas été la condition préalable et suffisante à une croissance soutenue. Au contraire, l'euro apparaît de plus en plus comme une contrainte qui pèse sur les pays a priori les plus vertueux. Il y a quelques années on dénonçait par avance (surtout les souverainistes) la zone euro comme une sorte de zone mark élargie. Aujourd'hui, l'affaiblissement relatif de l'Allemagne saute aux yeux, et on s'aperçoit que le mark est entré dans l'euro avec un taux de change surévalué, qui ne prenait pas suffisamment en compte le coût de l'unification, ni la dégradation de la compétitivité. L'ajustement ne peut alors se faire que par un freinage sévère de l'économie. C'est pourquoi l'Union européenne est potentiellement en crise, car toute aggravation de la récession a un effet de plus en plus différencié sur les économies nationales, alors que la conduite d'une politique mieux coordonnée a, de fait, été rendue impossible, par la mise en place d'une architecture institutionnelle qui donne une absolue priorité à la stabilité des prix.

Ce que révèle aussi la récession qui vient, c'est la montée des tensions inter-impérialistes. Les Etats-Unis ont aujourd'hui un déficit commercial de l'ordre de 500 milliards de dollars, soit 5 % environ du PIB. Ce privilège de grande puissance a pour contrepartie les capitaux en provenance d'Europe et du Japon. Il y a alors deux manières pour les Etats-Unis de réagir par rapport à ce déficit croissant. Ils peuvent continuer à imposer ce financement au reste du monde, mais cela implique une croissance molle en Europe, afin de garantir que la source de financement ne soit pas tarie. Ou bien, les Etats-Unis organisent la baisse du dollar de manière à rendre leurs exportations plus compétitives, mais c'est là encore au détriment de la croissance en Europe, très sensible au taux de change euro-dollar.

Ce retournement tranche un certain nombre de débats. Il devrait être aujourd'hui évident que nous ne sommes pas au début d'une nouvelle onde longue expansive. Le capitalisme mondial s'installe au contraire dans une phase de tensions croissantes, où les rivalités inter-impérialistes auront pour effet de durcir les rapports internes de classe. Cette leçon de choses permettent en tout cas de dissiper bien des illusions. Non, la rigueur n'était pas un mauvais moment à passer : elle est l'horizon indépassable du néolibéralisme. Non, la mondialisation capitaliste n'est pas « heureuse » et non, décidément non, le capitalisme, même paré d'adjectifs (informationnel, patrimonial, cognitif) est incapable de s'auto-limiter.